

18 octobre 2021

(21-7863)

Page: 1/6

Conseil du commerce des marchandises

Original: espagnol

## CUBA – ARTICLE XV:6

### DEMANDE DE PROROGATION DE LA DÉROGATION CONCERNANT L'ARTICLE XV:6 DU GATT DE 1994, FIGURANT DANS LA DÉCISION DU 7 DÉCEMBRE 2016 (WT/L/1003)

La communication ci-après, datée du 14 octobre 2021, est distribuée à la demande de la délégation de la République de Cuba.

J'ai l'honneur de vous demander d'inscrire, en votre qualité de Président du Conseil du commerce des marchandises, le point relatif à la prorogation de la dérogation concernant l'article XV:6 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994, à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil.

Conformément à l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, la République de Cuba présente une demande de prorogation jusqu'au 31 décembre 2026 de la dérogation par laquelle il est relevé de l'obligation prescrite à l'article XV:6 du GATT, n'étant pas membre du Fonds monétaire international (FMI), et qui arrive à expiration le 31 décembre 2021.<sup>1</sup> Si Cuba demande une nouvelle prorogation de la dérogation, c'est que non seulement les conditions qui existaient les années passées subsistent, mais qu'elles se sont détériorées.

#### 1 OBJECTIF ET CONTEXTE DE LA DEMANDE

1.1. Le gouvernement de la République de Cuba demande la reconduction de la prorogation accordée le 12 décembre 2016 (WT/L/1003). Cette dérogation aux dispositions du paragraphe 6 de l'article susmentionné a été accordée au gouvernement cubain par l'intermédiaire de la Décision du 7 août 1964, qui été reconduite successivement le 18 octobre 1996<sup>2</sup>, le 20 décembre 2001<sup>3</sup>, le 15 décembre 2006<sup>4</sup>, le 14 décembre 2012<sup>5</sup> et le 7 décembre 2016.

1.2. La demande de nouvelle prorogation est motivée non seulement par le fait que les conditions qui étayaient la prorogation de la dérogation accordée en 2016 sont demeurées quasiment inchangées, mais aussi par le fait que la situation a empiré, en particulier du fait des mesures relatives au blocus économique, commercial et financier que le gouvernement des États-Unis d'Amérique continue d'imposer à Cuba, qui ont été aggravées par l'impact de la pandémie.

1.3. Après un rapprochement entre les gouvernements de Cuba et des États-Unis d'Amérique à compter du 17 décembre 2014, qui a permis d'ouvrir des ambassades et de réaliser des avancées en matière de négociation de divers accords de coopération sur des sujets d'intérêt mutuel, l'administration républicaine ultérieure a fait marche arrière et l'on a assisté à une escalade des

<sup>1</sup> WT/L/1003, Décision relative aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord de l'OMC prise par le Conseil général le 15 novembre 1995 (WT/L/93).

<sup>2</sup> WT/L/182.

<sup>3</sup> WT/L/440.

<sup>4</sup> WT/L/678.

<sup>5</sup> WT/L/850.

hostilités qui s'est traduite par l'application de plus de 240 mesures de nature variée au cours des 2 dernières années et qui a conduit à l'application d'un blocus atteignant des niveaux extrêmes.

1.4. La nouvelle administration démocrate qui est arrivée à la Maison Blanche en janvier 2021, contrairement aux prévisions, a non seulement maintenu les sanctions imposées par l'administration antérieure mais les a renforcé, aggravant les conditions socio-économiques du pays, sans tenir aucunement compte des efforts et des sacrifices que le peuple cubain réalise pour faire face à la pandémie de Covid-19, notamment en faisant preuve de solidarité avec le reste du monde.

1.5. Il est possible d'identifier un groupe de mesures qui représentent pour l'heure les éléments à l'origine de l'escalade actuelle des hostilités, à savoir les suivantes:

- le 17 avril 2019, le Secrétaire d'État a fait des déclarations annonçant l'activation totale du titre III de la Loi Helms-Burton à compter du 2 mai 2019;
- le 4 juin 2019, l'OFAC a annoncé une politique de refus de licences pour les voyages de transport de passagers (bateaux de croisières), les bateaux de plaisance et les aéronefs privés;
- le 9 octobre 2019 des restrictions ont été appliquées à l'envoi de fonds aux personnes physiques (à savoir une limite de 1 000 USD par trimestre) et les transactions bancaires de type "demi-tour" ont été interdites, ce qui représente des mesures contraires à celles que l'administration précédente de Barack Obama avait appliquées;
- le 26 février 2020 la nouvelle réglementation de la société des États-Unis Western Union est entrée en vigueur; elle élimine la possibilité d'envoyer des fonds à Cuba depuis des pays tiers;
- le 10 mars 2020, une mesure suspendant les vols charters depuis et vers les États-Unis sur toute l'île, à l'exception de La Havane, a été annoncée, mesure qui est entrée en vigueur le 13 août 2020;
- le 23 octobre 2020, l'OFAC a décidé d'empêcher les personnes relevant de la juridiction des États-Unis de traiter les envois en provenance et à destination de Cuba qui font intervenir des entités figurant sur la liste des entités cubaines soumises à restriction du Département d'État, ce qui affecte directement les envois par l'intermédiaire de Fincimex et AIS;
- le 1<sup>er</sup> janvier 2021 le Département d'État a inclus la Banco Financiero Internacional sur la liste des entités cubaines soumises à restriction;
- le 11 janvier 2021, inclusion de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme.

1.6. Nous tenons à souligner que la politique de persécution économique et financière visant les banques et les entreprises de pays tiers s'est accentuée, ce qui a créé des obstacles majeurs pour les opérations internationales du secteur bancaire cubain, les points centraux de cette situation étant les nombreuses amendes infligées à d'importantes banques européennes, la mise en œuvre du titre III de la Loi Helms-Burton et l'inclusion de Cuba une nouvelle fois sur la liste des États soutenant le terrorisme. Cette dernière mesure, en plus d'être illégale, sans fondement, a fait l'objet de critiques et a été largement rejetée par la communauté internationale, notamment lors d'un vote écrasant contre la politique de blocus en juin 2021 à l'ONU.

1.7. L'interdiction de l'utilisation de la monnaie des États-Unis dans les opérations commerciales et financières extérieures du pays est maintenue, ce qui génère des pertes importantes du fait des variations des taux de change entre la monnaie des États-Unis et les monnaies des pays tiers dans lesquelles les encaissements et les décaissements sont libellés; ainsi que d'autres coûts additionnels. Il en résulte que le pays s'est vu dans l'obligation d'interdire temporairement les dépôts en dollars des États-Unis en espèces dans les établissements bancaires et financiers cubains, compte tenu des obstacles que le blocus des États-Unis impose concernant l'exportation de cette monnaie lorsque les montants ont été perçus dans le pays.

1.8. Bien qu'il ait de nouveau été inclus sur la liste des États soutenant le terrorisme, notre pays a respecté les obligations qui lui incombent en tant que membre du Groupe d'action financière

d'Amérique latine (GAFILAT), dans le cadre duquel les résultats obtenus ont fait apparaître que, à ce jour, Cuba figure parmi les nations qui ont obtenu les meilleurs résultats à l'échelle mondiale, ce qui correspond à son contexte et sa situation réelle, l'objectif de sa pleine intégration dans le réseau international des nations qui luttent contre le blanchiment d'actifs, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive ayant été ainsi atteint.

## 2 JUSTIFICATION

2.1. La politique implacable et hostile de blocus contre Cuba reste le principal frein au développement économique du pays: elle entrave l'activité de tous les secteurs de l'économie nationale, car elle provoque une flambée des coûts financiers et fait barrage aux flux de financement extérieurs tout en empêchant les importations indispensables, essentiellement de denrées alimentaires, de médicaments et de combustibles.

2.2. Les efforts déployés par Cuba pour s'intégrer dans le système commercial mondial s'inscrivent donc dans un contexte particulièrement difficile, résultat d'une politique qui va à l'encontre du principe du libre-échange.

2.3. Les lois relatives au blocus interdisent aussi aux organismes financiers multilatéraux et régionaux d'accorder des crédits à Cuba, ce qui prive le pays de l'accès à des sources de financement à long terme à des conditions favorables et l'oblige donc à contracter des emprunts de courte durée assortis de taux d'intérêt élevés et à faire appel à des bailleurs de fonds dont les financements sont beaucoup moins souples que ceux des institutions financières et ceux de caractère officiel.

2.4. Le blocus constitue une violation flagrante du droit international, ainsi que des principes de liberté du commerce et de navigation inscrits dans de nombreux instruments juridiques internationaux, y compris les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il est contraire aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations Unies, il bafoue le droit à la paix, au développement et à la sécurité d'un État souverain.

2.5. Les lois qui autorisent le maintien du blocus sont principalement:

- La Loi sur le commerce avec l'ennemi (sigle anglais: TWEA), promulguée en 1917 à titre de mesure de guerre pour restreindre le commerce avec des nations considérées comme hostiles. Cette loi a servi de base aux premières dispositions qui régissaient le blocus contre Cuba de 1962. En septembre 2015, le Président Obama a renouvelé pour un an cette disposition, qui constitue la pierre angulaire de la législation et de la réglementation établissant le blocus, en alléguant des intérêts de politique extérieure.
- La Loi sur l'aide à l'étranger, qui a été promulguée en septembre 1961 par le Congrès des États-Unis. Elle autorise le Président des États-Unis à établir et à maintenir "un embargo total sur le commerce entre les États-Unis et Cuba". En outre, elle interdit l'octroi de toute forme d'aide au gouvernement cubain.
- La Loi sur l'administration des exportations (sigle anglais: EEA), qui a été adoptée en 1979 et autorise le Président des États-Unis à contrôler les exportations et réexportations de biens et de technologies en général et, en particulier, les exportations et réexportations de biens et de technologies qui sont considérées comme une menace pour la sécurité intérieure des États-Unis.
- La Loi pour la démocratie cubaine (sigle anglais: CDA), plus connue sous le nom de "Loi Torricelli", qui a été signée par le Président Bush père en octobre 1992. Cette loi a renforcé les mesures économiques contre Cuba et a établi un fondement juridique pour l'extraterritorialité du blocus. Entre autres restrictions, elle interdit que des filiales d'entreprises des États-Unis implantées dans des pays tiers effectuent des transactions avec Cuba ou avec des ressortissants cubains et elle impose un délai de 180 jours aux navires de pays tiers qui auraient fait escale dans des ports cubains avant d'entrer sur le territoire des États-Unis.
- La Loi pour la solidarité démocratique et la liberté cubaine, connue comme la "Loi Helms-Burton", qui a été approuvée par le Président Clinton en mars 1996. Elle a pour

principal objet d'empêcher et de dissuader l'investissement étranger, et d'internationaliser le blocus contre Cuba. Elle a codifié les dispositions régissant le blocus, a limité les prérogatives du Président concernant la suspension de cette politique et a étendu la portée extraterritoriale de cette dernière. Elle refusait l'entrée sur le territoire des États-Unis aux dirigeants d'entreprises étrangères (et à leurs proches) qui avaient investi dans des propriétés cubaines "confisquées" et permettait de les attaquer en justice devant les tribunaux des États-Unis.

- Le Règlement d'administration des exportations (sigle anglais: EAR), qui régit les exceptions à la Loi sur l'administration des exportations ou celles qui sont autorisées par le biais de licences délivrées par le Bureau de l'industrie et de la sécurité du Département du commerce. Il est fondé sur la Loi sur le commerce avec l'ennemi et la Loi sur l'administration des exportations.

2.6. Cette structure juridique, appliquée depuis quasiment six décennies, a infligé à la nation cubaine des dommages économiques considérables, qui ont été évalués à environ 147,853 milliards de dollars (aux prix courants) et atteignent 1 000 377 898 000 dollars à la fin de 2020, compte tenu de la dépréciation du dollar par rapport à l'or sur le marché international.

2.7. En outre, le siège économique, commercial et financier maintenu inchangé depuis 1961 par tous les gouvernements successifs des États-Unis soumet Cuba à des restrictions de portée extraterritoriale qui affectent aussi d'autres Membres de l'OMC.

2.8. Aux effets du blocus économique, commercial et financier, il convient d'ajouter les effets négatifs sur l'économie cubaine de la persistance de la crise économique et financière mondiale et de l'impact de la pandémie. Le cumul des difficultés susmentionnées empêche la conclusion d'un accord spécial de change avec les pays Membres de l'OMC.

2.9. L'année 2020 a été très difficile et très compliquée pour Cuba, du fait de l'existence de graves tensions économiques et financières liées au blocus des États-Unis, de l'instabilité de la monnaie et des prix sur le marché international et des effets de la crise financière mondiale. À ce qui précède s'est ajouté l'impact de la pandémie de SARS CoV-2 (Covid-19) qui a entraîné des dépenses additionnelles pour le pays du fait de la nécessité de mettre en œuvre des politiques de confinement, de distanciation physique, de fermeture des activités de production et d'autres actions liées à la prévention et à la lutte contre la maladie.

2.10. Compte tenu de ce qui précède, Cuba a enregistré une chute du PIB de 10,9%, pour la seconde fois en 27 ans, soit une baisse bien plus importante que celle de -0,2% enregistrée en 2019. La production de marchandises a diminué de 15,1% en raison de la baisse de l'ensemble des activités économiques, à l'exception de celles liées aux industries extractives; de leur côté, les services ont enregistré une baisse de 10,1% et représenté 85,1% du total du PIB.

2.11. Dans ce contexte difficile, il a été nécessaire d'ajuster le Plan économique ainsi que le budget de l'État, ce qui a nécessité un accroissement du déficit budgétaire initialement prévu dans la loi sur le budget de l'État, dans l'objectif de soutenir les dépenses occasionnées par la Covid-19, ainsi que d'augmenter les dépenses liées à la réforme générale des salaires, des pensions et des prestations de sécurité sociale, en tant que processus préalable à l'organisation monétaire et financière dont la mise en œuvre a été décrétée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Il en résulte que le déficit budgétaire a triplé par rapport à celui enregistré en 2019 et a représenté 17,7% du produit intérieur brut (PIB).

2.12. De plus, des mesures économiques ont été mises en œuvre pour développer le travail dans le secteur non étatique où, à la fin de l'année, plus de 1,549 million de personnes travaillaient. Ce chiffre devrait continuer à augmenter avec le développement des activités visées par les nouvelles formes de gestion non étatique.

2.13. En outre, le développement des coopératives non agricoles ou de services, en tant que nouvelle forme de gestion économique, s'est poursuivi. La plupart d'entre elles opèrent dans les secteurs du commerce et de la gastronomie, des transports et de la construction qui, espérons-le, contribueront à améliorer la qualité des services dans le pays. À la fin de 2020, 17 200 personnes travaillaient dans le cadre de cette forme de gestion non étatique, soit 3,0% de plus que l'année précédente.

2.14. Malgré la récession économique, le pays a réalisé des efforts considérables pour atténuer au maximum les effets du blocus et de la pandémie de Covid-19 sur la population cubaine et éviter la détérioration des indicateurs sociaux, qui reflètent les avancées obtenues dans ce domaine. Les indicateurs les plus pertinents ont affiché les résultats suivants:

- Le taux de mortalité infantile est tombé de 5,0 pour mille naissances vivantes en 2019 à 4,9 en 2020 – et le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est tombé de 6,6 à 6,2 pour mille naissances vivantes – soit un niveau inférieur à celui des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, cet indicateur s'étant maintenu à un niveau égal ou inférieur à 5 au cours des 13 dernières années.
- L'espérance de vie à la naissance reste de 78 ans.
- Le pays compte un médecin pour 108 habitants et un stomatologue pour 544 habitants.
- Le taux de chômage a légèrement augmenté, passant de 1,2% en 2019 à 1,4% en 2020. La crise économique occasionnée par la pandémie de coronavirus a eu une incidence sur le marché du travail du fait des mesures mises en œuvre pour limiter la propagation du virus. Celles-ci ont consisté en limitations temporaires des activités économiques non essentielles, en des restrictions du transit interne au sein du pays, entre autres choses. Elles ont également été accompagnées de programmes d'appui aux travailleurs (télétravail et travail à distance), ainsi qu'aux mères d'enfants en âge scolaire, afin d'éviter la concentration de personnes sur les lieux de travail et de sauvegarder les postes de travail.
- À la fin de l'année scolaire 2019/20, 345 764 élèves ont obtenu leur diplôme, tous niveaux scolaires confondus, dont 35 739 étudiants de l'enseignement supérieur, soit une augmentation de 56,7% par rapport à l'année scolaire précédente .
- Dans l'enseignement primaire et secondaire, l'accès de tous et la rétention scolaire ont été garantis.
- Pour l'année scolaire 2019/2020 on compte plus de deux millions d'élèves inscrits pour tous les niveaux d'enseignement confondus (maternelle, enseignements primaire, intermédiaire, spécialisé, supérieur, technique et professionnel, et formation pour adultes), même si cela a représenté une baisse de 14,9% par rapport à l'année précédente.

2.15. Au niveau international, Cuba a continué à fournir ses précieux services aux pays en développement et, en 2020 en particulier, avec l'arrivée de la maladie de la Covid-19, le pays a commencé à envoyer des brigades médicales dans les pays qui ont demandé une aide humanitaire. À la fin d'avril 2021, plus de 50 brigades comprenant des professionnels spécialisés du contingent international "Henry Reeve" avaient été dépêchées dans 40 pays pour dispenser un traitement à des patients atteints du coronavirus. Cette brigade médicale a été nommée pour le Prix Nobel de la paix 2021 pour le travail et les efforts extraordinaires réalisés par les médecins et le personnel de santé cubains dans des pays ayant subi des situations de catastrophes et de graves épidémies au cours des 15 années écoulées depuis sa création.

2.16. Les années 2020 et 2021 ont marqué une étape dans le domaine de la santé publique cubaine, face au défi que représentait la pandémie de Covid-19, étant donné que malgré d'énormes pénuries et face à l'escalade criminelle du blocus imposé par les États-Unis, notre communauté scientifique a créé trois vaccins et deux candidats vaccins, donnant des résultats satisfaisants, l'objectif étant de parvenir à vacciner tous les cubains d'ici à la fin de l'année en cours. Ces produits biotechnologiques sont le résultat d'une politique gouvernementale visant à renforcer l'infrastructure technologique, ainsi que la capacité et le talent des scientifiques cubains, ce qui, au fil des années, a demandé d'importants efforts dans les domaines de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'innovation.

---

**ANNEXE**

**CUBA – ARTICLE XV:6**

**PROJET DE PROROGATION DE LA DÉROGATION**

*Décision du [...] 2021<sup>6</sup>*

*Prenant note* de la demande présentée par le gouvernement cubain afin que soit prorogée la dérogation par laquelle il a été relevé de l'obligation prescrite à l'article XV, paragraphe 6, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, selon laquelle toute Partie contractante qui cessera d'être membre du Fonds monétaire international devra conclure avec l'OMC un accord spécial de change;

*Considérant* qu'en raison de circonstances exceptionnelles, l'application des dispositions du paragraphe 6 de l'article XV à Cuba soulèverait un certain nombre de difficultés d'ordre juridique et pratique;

*Prenant acte* des assurances données par le gouvernement cubain qu'il utilisera la dérogation dans le but de continuer à promouvoir le commerce et les investissements avec les Membres;

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

*Décident* ce qui suit:

1. Sans qu'il soit dérogé aux autres dispositions de l'article XV et sous réserve des modalités et conditions énoncées ci-après, la dérogation accordée au gouvernement cubain en vertu de la Décision du 7 août 1964 et prorogée le 18 octobre 1996, le 20 décembre 2001, le 15 décembre 2006, le 14 février 2012 et le 12 décembre 2016, qui le relève de l'obligation imposée par les dispositions du paragraphe 6 dudit article, est prorogée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2026.
2. Cette prorogation est accordée sous réserve que le gouvernement cubain soit en mesure de prouver, à la satisfaction de l'OMC, qu'il a respecté son engagement d'utiliser la dérogation sans nuire aux objectifs de l'Accord général et sans compromettre les droits des autres parties contractantes ni leur porter atteinte.
3. Le gouvernement cubain soumettra au Conseil général un rapport annuel sur la mise en œuvre de cette dérogation en vue de faciliter le réexamen annuel prévu au paragraphe 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC.
4. Le gouvernement cubain, lorsque la demande lui en sera faite, engagera sans tarder des consultations avec tout Membre intéressé à propos de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait de la mise en œuvre de cette dérogation, dans les cas où un Membre considérera qu'un avantage résultant pour lui du GATT de 1994 est ou risque d'être indûment compromis du fait de cette mise en œuvre. Ces consultations porteront sur les mesures qu'il serait possible de prendre en vue de régler la question de manière satisfaisante. La présente décision n'affecte en rien les droits des Membres définis dans le Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994.

---

<sup>6</sup> Adoptée conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC, approuvées par le Conseil général le 15 novembre 1995 (WT/L/93).